

Résultats financiers du groupe

Revenu total

Le revenu total de la Banque – revenu d'intérêts net plus les autres revenus – a augmenté de 16 % en 2001 et a ainsi dépassé le remarquable taux de croissance annuel de 12 % qui avait été réalisé au cours de la dernière décennie.

Revenu d'intérêts net

Un accroissement de 1,0 milliard de dollars du revenu d'intérêts net a contribué à la progression du revenu.

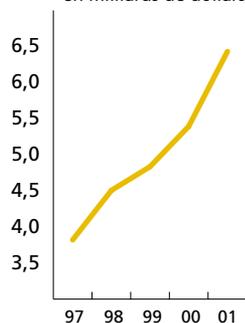
Sur une base de mise en équivalence fiscale, le revenu d'intérêts net s'est établi à 6,4 milliards de dollars en 2001, en hausse de 19 % par rapport à celui de l'exercice précédent, par suite d'une progression de 14 % de l'actif moyen et d'une marge plus importante.

La marge nette d'intérêts de la Banque (revenu d'intérêts net en pourcentage de l'actif moyen) s'est fixée à 2,37 % en 2001, en hausse de 11 points de base par rapport à la marge de l'exercice précédent, par suite de l'élargissement des marges en monnaies canadiennes et étrangères.

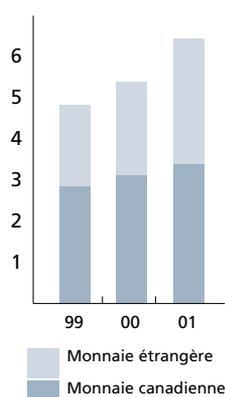
Le revenu d'intérêts en monnaie canadienne s'est accru de 9 % par rapport à celui de l'exercice précédent en raison de l'accroissement des volumes et d'une hausse de dix points de base de la marge. Cette dernière hausse provient de l'écart qui s'est creusé durant l'exercice entre les prêts hypothécaires à l'habitation et les dépôts à taux fixes, et aussi de l'amélioration des résultats obtenus dans les activités de négociation.

Le revenu d'intérêts en monnaie étrangère a augmenté de 33 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Plus de la moitié de cette augmentation provient de l'ajout de Scotiabank Inverlat. Tous les autres secteurs d'activité importants ont également contribué à cette croissance, puisqu'ils ont connu un accroissement du volume de leurs activités et une baisse des frais de financement, les taux d'intérêt ayant chuté au cours de l'exercice.

Croissance continue du revenu d'intérêts net
base de mise en équivalence fiscale
en milliards de dollars



Revenu d'intérêts net selon la monnaie
en milliards de dollars



Actif

Les soldes moyens des prêts et acceptations de la Banque (à l'exception des conventions de revente) se sont élevés au total à 154,3 milliards de dollars, en hausse de 5 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. La croissance de l'actif découlant de la consolidation de Scotiabank Inverlat en 2001 a été en partie neutralisée par l'incidence de la vente de 43 succursales au Québec.

Redressée pour tenir compte des titrisations et de la vente des succursales québécoises, la croissance sous-jacente des prêts consentis aux particuliers au Canada a atteint 4 %. Pour le deuxième exercice consécutif, les volumes d'activité de la Ligne de crédit VISA Scotia ont augmenté considérablement. En conséquence, la part du marché des cartes de crédit de la Banque a atteint un niveau record en 2001, s'étant accru de plus de 100 points de base cette année et de 350 points de base depuis le lancement de ce produit. La progression des prêts hypothécaires à l'habitation a été relativement forte au cours du second semestre de l'exercice.

Sur le plan international, le volume des prêts a augmenté considérablement d'un exercice à l'autre, la consolidation de Scotiabank Inverlat ayant contribué pour 5 milliards de dollars à cette hausse. Le volume des prêts affichait également une forte croissance sous-jacente, s'établissant à 4 milliards de dollars, soit une augmentation de 20 %.

Le volume des prêts aux grandes entreprises est demeuré relativement stable en 2001. Alors que les prêts aux grandes entreprises américaines ont fléchi par suite d'importantes ventes d'actif et de l'orientation donnée à l'octroi plus sélectif de prêts, il y a eu une forte croissance en Europe.

Mis à part les prêts consentis par la Banque, les autres éléments d'actif productifs, en moyenne, ont augmenté de 21 milliards de dollars ou de 29 %, dont une tranche de 9 milliards de dollars est attribuable à Scotiabank Inverlat. Ces éléments d'actif comprennent les valeurs mobilières, les sommes déposées à d'autres banques, qui servent principalement à maintenir les liquidités, et les conventions de revente. La majeure partie de cette augmentation est due aux conventions de revente dont la valeur a augmenté de 9 milliards de dollars.

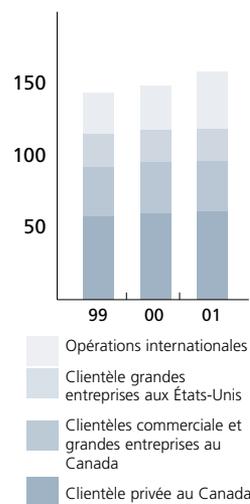
Passif

Les dépôts moyens de la Banque se sont élevés au total à 180 milliards de dollars en 2001, soit une hausse de 14,2 milliards de dollars ou 9 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. De cette hausse, une tranche de 6 milliards de dollars revient à Scotiabank Inverlat.

Épaulés par une forte croissance de 14 % des soldes des fonds communs de placement, les dépôts de particuliers

Forte diversification du portefeuille de prêts

en milliards de dollars, soldes moyens des prêts et acceptations



Perspectives

La croissance du revenu d'intérêts net devrait se poursuivre en 2002, épaulée par un accroissement du portefeuille diversifié d'éléments d'actif et une stabilité relative de la marge.

Actif et passif

La base d'actif de la Banque a presque atteint les 300 milliards de dollars en 2001.

Tableau 1 Soldes moyens des éléments d'actif et de passif et marge sur intérêts

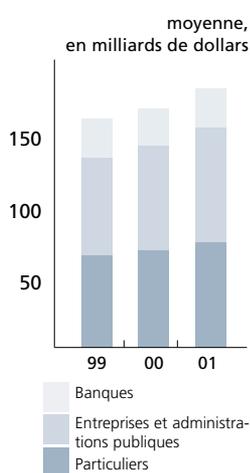
<i>Base de mise en équivalence fiscale</i> <i>Pour les exercices (en milliards de dollars)</i>	2001		2000	
	Soldes moyens	Taux moyens	Soldes moyens	Taux moyens
Actif				
Dépôts portant intérêt à des banques	16,9 \$	5,16 %	16,6 \$	5,52 %
Valeurs mobilières	49,7	6,63	37,9	6,54
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	50,7	6,97	49,0	6,76
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	18,4	10,05	16,8	10,04
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	74,9	8,20	70,4	8,58
Actifs acquis aux termes d'ententes de revente	27,6	5,51	18,7	5,81
	171,6	7,60	154,9	7,83
Total de l'actif productif	238,2	7,23	209,4	7,41
Engagements de clients aux termes d'acceptations	10,3	–	10,3	–
Autres éléments d'actif	23,3	–	19,0	–
Total de l'actif	271,8 \$	6,33 %	238,7 \$	6,51 %
Passif				
Dépôts				
Particuliers	72,7 \$	4,54 %	67,5 \$	4,48 %
Entreprises et administrations publiques	79,7	4,55	72,2	5,12
Banques	27,4	4,77	25,9	5,71
	179,8	4,58	165,6	4,95
Obligations relatives aux actifs vendus aux termes d'ententes de rachat	29,7	5,62	19,4	5,76
Débitures subordonnées	5,3	5,68	5,3	6,06
Autres engagements portant intérêt	11,8	4,91	9,6	5,19
Total des engagements portant intérêt	226,6	4,76	199,9	5,07
Autres engagements, y compris les acceptations	31,5	–	26,7	–
Avoir des actionnaires	13,7	–	12,1	–
Total du passif et de l'avoir	271,8 \$	3,96 %	238,7 \$	4,25 %
Marge nette sur intérêts		2,37 %		2,26 %

Tableau 2 Analyse de l'évolution du revenu d'intérêts net selon le volume et le taux

<i>Base de mise en équivalence fiscale</i> <i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001 par rapport à 2000 Augmentation (diminution) : due à la variation du :			2000 par rapport à 1999 Augmentation (diminution) : due à la variation du :		
	Volume moyen	Taux moyen	Variation nette	Volume moyen	Taux moyen	Variation nette
Revenu d'intérêts net						
Actif	2 101 \$	(413)\$	1 688 \$	573 \$	1 318 \$	1 891 \$
Passif	(1 316)	665	(651)	(370)	(963)	(1 333)
Total	785 \$	252 \$	1 037 \$	203 \$	355 \$	558 \$

effectués en monnaie canadienne se sont accrus de 3 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, compte non tenu de la perte des dépôts des succursales au Québec qui ont été vendues. En conséquence, la Banque a augmenté sa part de marché de 45 points de base sur une base combinée, enregistrant pour le troisième exercice consécutif des gains au chapitre des dépôts. Avec la volatilité qui a prévalu cette année sur les marchés boursiers, la gamme de CPG IndiBourse de la Banque a, encore une fois, remporté un vif succès auprès des clients, la Banque enregistrant des ventes d'environ 2 milliards de dollars au cours de l'exercice. Du côté de la Clientèle commerciale, les dépôts dans les comptes courants ont continué leur ascension à deux chiffres pour la septième année consécutive, le solde ayant grimpé de 15 %.

Assiette de dépôt diversifiée



Perspectives

En dépit du ralentissement de l'économie mondiale, une croissance modérée de l'actif et des dépôts devrait se poursuivre en 2002.

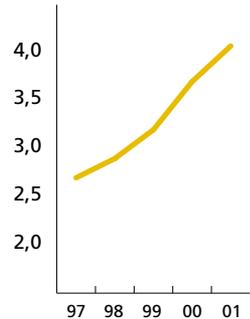
Autres revenus

Les autres revenus ont enregistré une forte progression annuelle de 17 % depuis la dernière décennie.

Les autres revenus ont atteint 4,1 milliards de dollars en 2001, en hausse de 406 millions de dollars ou 11 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par les gains obtenus dans la plupart des catégories.

Accroissement dans les deux chiffres des autres revenus

à l'exclusion des ventes d'entreprises, en milliards de dollars



Les revenus tirés des services de dépôt et de paiement ont augmenté de 24 %, près de la moitié de cette augmentation provenant de Scotiabank Inverlat. Au Canada, dans les Antilles et en Amérique latine, la progression des revenus découle de l'augmentation des volumes d'opérations et du lancement de nouveaux produits, en particulier des canaux de distribution électroniques, de même que de l'accroissement des revenus tirés des cartes de crédit.

Les revenus tirés des services de placement, de courtage et de fiduciaires ont accusé un recul de 13 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, par suite de la vente des entreprises de transfert d'actions et de services fiduciaires aux entreprises. Si l'on ne tient pas compte des revenus tirés de ces entreprises, le repli de ces revenus n'a été que de 3 %. Ce repli était entièrement dû à une baisse de 19 % des revenus tirés du courtage de détail de plein exercice et du courtage réduit, reflétant ainsi un ralentissement des activités de négociation des clients.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont augmenté de 23 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, la majeure partie provenant de Scotiabank Inverlat. Les revenus sous-jacents provenant des fonds communs de placement ont augmenté plus faiblement car l'effet de la hausse des volumes a été atténué par la prédilection des clients pour les fonds du marché monétaire, dont les commissions sont moins élevées.

Les commissions de crédit, qui se sont élevées à 640 millions de dollars, ont affiché une croissance modérée par rapport à ceux de l'exercice précédent, en dépit d'une baisse des activités par suite de la mise en oeuvre d'une méthode plus sélective à l'égard de l'octroi de crédit.

Dans l'ensemble, la plus forte contribution à la croissance des autres revenus provient des revenus tirés des activités de banque d'investissement, qui ont fait un bond prodigieux de 289 millions de dollars ou de 38 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. De nombreuses activités, comme les produits dérivés, les titres à revenu fixe, les conventions de prise ferme et les opérations de change ont obtenu des résultats sans précédent.

Les gains sur la vente de valeurs mobilières détenues à des fins de placement ont reculé en 2001 par rapport aux montants de l'exercice précédent, qui avaient presque atteint un record.

Les autres catégories ont enregistré une augmentation de 265 millions de dollars par rapport aux résultats de l'exercice précédent, avec cependant des revenus uniques en provenance de plusieurs éléments se rapportant à la fois à l'exercice écoulé et à l'exercice précédent. Les revenus de 2001 comprenaient une somme de 82 millions de dollars d'intérêts reçus sur un remboursement d'impôt à la suite du règlement d'une créance impayée de longue date, un gain de 65 millions de dollars provenant de la vente des activités de services fiduciaires aux entreprises, un gain de 27 millions de dollars sur la vente des succursales québécoises, une hausse des revenus d'assurances et la consolidation de Scotiabank Inverlat.

Perspectives

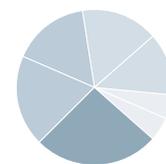
Il est vrai que les autres revenus comprenaient des sommes exceptionnelles dont la perception n'est pas susceptible de se reproduire en 2002, mais la Banque s'attend cependant à une progression soutenue des autres catégories de revenus.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Le contrôle des dépenses est une priorité constante de la Banque.

Le meilleur point de repère pour mesurer l'efficacité d'une banque, c'est le ratio de productivité, qui dénote l'efficacité avec laquelle la Banque engage des frais pour produire des revenus. L'efficacité est d'autant plus grande que le ratio est moins élevé. Avec un ratio de productivité de 53,9 % en 2001, la Banque domine encore une fois le secteur bancaire.

Grande diversification des autres revenus



Services de banque d'investissement	26 %
Services de dépôt et de paiement	19 %
Services de placement, de courtage et fiduciaires	16 %
Commissions de crédit	16 %
Divers	13 %
Gains à la vente de valeurs détenues à des fins de placement	5 %
Titrisation	5 %

Tableau 3 Autres revenus

						2001 par rapport à 2000
<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997	
Services de dépôt et de paiement						
Services de dépôt	456 \$	433 \$	402 \$	372 \$	317 \$	5 %
Revenus sur cartes de crédit	211	116	133	184	153	82
Autres services de paiement	105	75	67	63	61	38
	772	624	602	619	531	24
Services de placement, de courtage et fiduciaires						
Courtage au détail	317	389	273	286	289	(19)
Fonds communs de placement	161	131	115	117	82	23
Gestion et garde de placements	33	85	97	86	72	(61)
Services fiduciaires aux particuliers et aux entreprises	127	128	119	107	96	-
	638	733	604	596	539	(13)
Commissions sur prêts						
Commissions sur engagements et autres crédits	504	512	438	397	329	(2)
Commissions sur acceptations	136	120	105	75	66	13
	640	632	543	472	395	1
Services de banque d'investissement						
Commissions de placement et autres	352	278	268	287	308	27
Revenus tirés des activités de négociation	447	326	291	100	141	37
Revenus de change et autres revenus	246	152	147	125	109	61
	1 045	756	706	512	558	38
Gain net sur valeurs détenues aux fins de placement	217	358 ¹⁾	343	322	366	(39)
Revenu de titrisation	220	206	155	38	-	7
Autres	447	274	230	274	150	63
Total des montants précédents	3 979	3 583	3 183	2 833	2 539	11
Gain sur la vente d'entreprises	92	82 ¹⁾	-	25	144	12
Total des autres revenus	4 071 \$	3 665 \$	3 183 \$	2 858 \$	2 683 \$	11 %
Pourcentage d'augmentation par rapport à l'exercice précédent	11 %	15 %	11 %	7 %	34 %	

1) Le gain avant impôts de 21 millions de dollars réalisé par la Banque à la cession de sa participation dans Solidbank a été comptabilisé dans les gains sur la vente d'entreprises; dans l'état consolidé des revenus, ce gain a par ailleurs été comptabilisé dans les gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement.

Tableau 4 Revenus tirés des activités de négociation

<i>Base de mise en équivalence fiscale</i>					
<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
Déclarés dans les autres revenus					
Opérations sur valeurs	92 \$	108 \$	67 \$	(48)\$	52 \$
Opérations de change et sur métaux précieux	216	148	150	77	45
Opérations sur produits dérivés et autres	139	70	74	71	44
	447	326	291	100	141
Déclarés dans le revenu d'intérêts net	190	126	85	58	48
Total des revenus tirés des activités de négociation	637 \$	452 \$	376 \$	158 \$	189 \$
Pourcentage du total des revenus (revenu d'intérêts net plus les autres revenus)	6,1 %	5,0 %	4,7 %	2,1 %	2,9 %

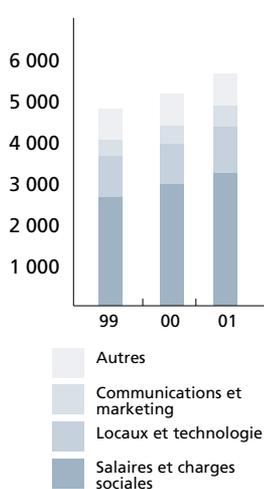
Par rapport à l'exercice précédent, les frais d'exploitation ont augmenté de 543 millions de dollars ou de 11 %. De ce montant, une tranche de 541 millions de dollars se rapportait à la consolidation de Scotiabank Inverlat. La hausse des frais a été en partie neutralisée par la vente de certaines succursales non essentielles et d'autres activités. Si l'on tient compte de ce qui précède et d'autres éléments ponctuels, les frais ont augmenté de moins de 3 % en 2001.

La rémunération et les charges sociales ont grimpé de 9 % pour atteindre 3,2 milliards de dollars en 2001, surtout en raison de la consolidation de Scotiabank Inverlat, et de la hausse de la rémunération fondée sur le rendement. La hausse de la rémunération variable chez Scotia Capitaux a été le principal facteur ayant contribué à cette augmentation, faisant écho aux résultats appréciables enregistrés dans les services bancaires d'investissement. Ces résultats ont été cependant neutralisés en quelque sorte par une baisse des commissions sur les opérations de courtage de plein exercice et par un recul de la rémunération à base d'actions par suite, en 2001, d'une baisse de la plus-value des actions. La Banque a continué de contrôler la croissance de la rémunération grâce à une gamme de programmes d'automatisation et d'impartition visant à gérer la croissance du personnel en dépit d'un accroissement du volume des affaires. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de Scotiabank Inverlat, le nombre des employés a diminué en 2001.

Si l'on ne tient pas compte de Scotiabank Inverlat, les frais relatifs aux locaux et à la technologie ont augmenté de 53 millions de dollars ou de 5 % par rapport à ceux de l'exercice précédent, la majeure partie de cette augmentation étant imputable à des dépenses afférentes à la technologie. Le 1^{er} mai 2001, la Banque a confié en sous-traitance à IBM le traitement de ses activités informatiques. Par conséquent, le montant déclaré au titre des dépenses de technologie a été supérieur, mais il a été compensé cependant par une diminution des frais dans d'autres catégories telles que la rémunération. Et il y a eu aussi des dépenses continues consacrées aux améliorations de nos réseaux tant au pays qu'à l'étranger.

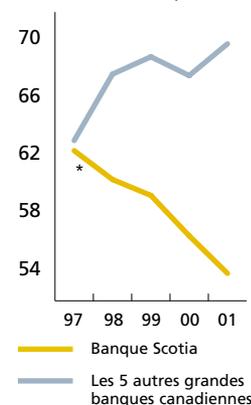
La majeure partie de la hausse des frais de communication et de marketing, ainsi que d'autres dépenses, provenait des consolidations et des cessions effectuées en 2001 et en 2000. Le

Faible hausse des frais en millions de dollars, au 31 octobre



Gain soutenu de productivité

frais autres que d'intérêts en pourcentage des revenus (source : données financières publiées)



* comprend les charges inhabituelles

reliquat de la hausse est imputable aux frais engagés pour épauler la croissance des revenus, les activités de prospection et les projets relatifs aux produits.

Perspectives

Même si la Banque Scotia continue d'investir dans de nouveaux projets d'affaires, elle prendra néanmoins des mesures très rigoureuses pour comprimer les frais, compte tenu des perspectives économiques actuelles.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes ont reculé en 2001, après cinq années consécutives d'augmentation.

La Banque Scotia est assujettie à toute une variété d'impôts et de taxes, y compris des impôts directs sur le revenu exigés par les administrations fédérale et provinciales du Canada de même que par des administrations publiques de territoires étrangers où la Banque exerce ses activités, ainsi qu'à divers impôts indirects. Les impôts et taxes auxquels la Banque est assujettie ont totalisé 1,6 milliard de dollars en 2001 (sur une base de mise en équivalence fiscale), en baisse de 40 millions de dollars par rapport à ceux de l'exercice précédent.

En 2001, la baisse des impôts est surtout attribuable aux impôts sur le revenu. Le taux d'imposition réel est passé de 33,2 % en l'an 2000 à 27,5 % en 2001, en raison d'une chute des taux d'imposition tant au palier fédéral que provincial. Nous avons également dégagé des revenus plus élevés dans nos filiales étrangères dont les taux d'imposition sont inférieurs à ceux du Canada, et les gains en capital découlant de la vente d'entreprises ont été imposés à des taux également inférieurs. Ces facteurs positifs ont cependant été en partie neutralisés par les coûts engagés en vue de réduire les actifs d'impôts futurs pour tenir compte de l'effet des réductions d'impôts des sociétés entrées en vigueur en 2001.

Les impôts indirects se sont élevés au total à 467 millions de dollars en 2001, en hausse de 38 millions de dollars par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les primes d'assurance-dépôts ont augmenté de 29 millions de dollars, à cause surtout de la consolidation de Scotiabank Inverlat. Les charges sociales, les impôts fonciers et les taxes d'affaires ont également continué d'augmenter.

Les impôts directs et indirects de 1,6 milliard de dollars perçus par les divers paliers de gouvernements ont représenté environ 40 % du revenu net de la Banque avant impôts.

Perspectives

Nous prévoyons que le taux d'imposition réel de la Banque sera à peu près le même pour l'exercice à venir.

Impôts directs et indirects en millions de dollars

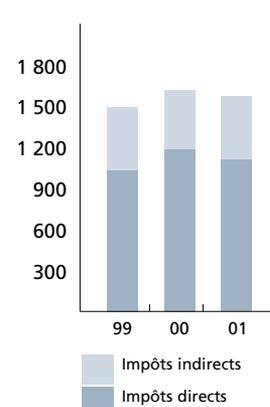


Tableau 5 Frais autres que d'intérêts

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997	2001 par rapport à 2000
Salaires et charges sociales						
Salaires	2 856 \$	2 594 \$	2 297 \$	2 193 \$	1 973 \$	10 %
Prestation de retraite et autres charges sociales	364	350	330	308	229	4
	3 220	2 944	2 627	2 501	2 202	9
Locaux et technologie						
Loyers nets des locaux	200	179	187	172	157	12
Frais de réparation et d'entretien des locaux	49	39	39	40	29	28
Impôts fonciers	59	55	61	55	33	8
Matériel informatique, logiciels et traitement des données	404	309	328	329	259	30
Amortissement	243	267	254	225	185	(9)
Autres frais liés aux locaux	178	146	138	137	115	21
	1 133	995	1 007	958	778	14
Communications et marketing						
Publicité et activités promotionnelles	118	90	87	72	67	31
Télécommunications	75	62	66	57	47	20
Frais de déplacement et de développement des affaires	99	86	79	81	70	15
Frais d'imprimerie, de poste et de messagerie	210	190	175	156	136	11
	502	428	407	366	320	17
Autres frais						
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	145	143	137	140	117	2
Assurance-dépôts	63	33	69	98	75	89
Formation du personnel	43	34	28	31	33	25
Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres éléments d'actif incorporels	52	28	23	23	32	86
Frais divers	504	548	478	329	226	(8)
	807	786	735	621	483	3
Total des montants précédents	5 662	5 153	4 776	4 446	3 783	10
Provision pour frais de restructuration – acquisitions	–	(34)	(20)	–	250	(100)
Radiation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	26	s.o.
Total des frais autres que d'intérêts	5 662 \$	5 119 \$	4 756 \$	4 446 \$	4 059 \$	11 %
Ratio de productivité	53,9 %	56,5 %	59,3 %	60,4 %	62,4 %	

Tableau 6 Impôts sur le revenu et autres taxes et impôts

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997	2001 par rapport à 2000
Impôts sur le revenu						
Provision pour impôts sur le revenu	876 \$	990 \$	867 \$	762 \$	758 \$	(12) %
Redressement pour mise en équivalence fiscale	230	194	163	129	103	19
Provision pour mise en équivalence fiscale	1 106	1 184	1 030	891	861	(7)
Autres taxes et impôts						
Charges sociales	149	146	143	133	107	2
Impôts fonciers	59	55	61	55	33	8
Impôts sur le capital	87	93	91	97	81	(7)
Taxes d'affaires	58	50	46	43	36	17
Taxe sur les produits et services	51	52	52	54	48	(3)
Primes d'assurance-dépôts	63	33	69	98	75	89
Total des impôts indirects	467	429	462	480	380	9
Total des impôts et taxes	1 573¹⁾\$	1 613 ¹⁾ \$	1 492 ¹⁾ \$	1 371 ¹⁾ \$	1 241 \$	(2) %

1) Ce montant se compose d'une tranche de 1 043 millions de dollars en impôts et taxes canadiens (1 175 millions de dollars en 2000; 1 017 millions de dollars en 1999; 940 millions de dollars en 1998) et d'une tranche de 530 millions de dollars en impôts étrangers (438 millions de dollars en 2000; 475 millions de dollars en 1999; 431 millions de dollars en 1998).

Qualité du crédit

Prêts douteux

Le montant net des prêts douteux s'est élevé à 259 millions de dollars au 31 octobre 2001. Au cours du premier trimestre de 2001, nous avons classé des prêts de 1,6 milliard de dollars comme douteux, surtout dans notre portefeuille de prêts aux États-Unis pour tenir compte de la dégradation des conditions de crédit sur le marché américain. Par la suite, nous avons institué, en vue de réduire le nombre des prêts douteux, un programme vigoureux mettant de l'avant des ventes d'éléments d'actif, des arrangements de prêts et d'importantes provisions pour pertes sur prêts. C'est ce qui explique que nous ayons réussi à ramener à la fin de l'exercice le montant net des prêts douteux au niveau prévu.

Comme l'indique le graphique ci-contre, le montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations bancaires s'établissait à 0,14 % au 31 octobre 2001, contre -0,03 % il y a un an. Le ratio actuel demeure encore proche du plus bas niveau enregistré au cours de la dernière décennie.

Au Canada, le portefeuille des prêts aux particuliers est demeuré actif tout au long de l'année. Le montant brut des prêts douteux a reculé de 12 millions de dollars durant l'exercice pour s'établir à 258 millions de dollars. L'état du portefeuille des prêts commerciaux est demeuré relativement stable. Même si le montant brut des prêts douteux dans le portefeuille canadien de Scotia Capitaux s'est accru de 92 millions de dollars durant l'exercice, le solde résiduel à la fin de l'exercice était plutôt bas, s'établissant à 203 millions de dollars.

Aux États-Unis, les conditions de crédit sont demeurées anémiques durant toute l'année, les événements du 11 septembre ayant contribué à aggraver le ralentissement de l'économie. Au cours du premier trimestre de 2001, le montant brut des prêts douteux a augmenté de 1 027 millions de dollars pour s'établir à 1 892 millions de dollars. Compte tenu des mesures dynamiques que la Banque avait prises par la suite, ce montant a été considérablement réduit pour se chiffrer à 1 280 millions de dollars au 31 octobre 2001.

Du côté des Opérations internationales, le montant brut des prêts douteux s'est élevé à 2 235 millions de dollars au 31 octobre 2001, en hausse de 1 135 millions de dollars par rapport au montant de l'exercice précédent. Cependant, une tranche de 906 millions de dollars de ce montant provenait de la consolidation de Scotiabank Inverlat. Le reste de la hausse se rapporte essentiellement aux autres filiales de l'Amérique latine, le portefeuille des prêts douteux de l'Asie et des Antilles étant demeuré relativement stable.

Provisions spécifiques pour pertes sur prêts

Au cours de l'exercice 2001, les provisions spécifiques pour pertes sur prêts se sont établies à 1 250 millions de dollars, contre 765 millions de dollars l'exercice précédent.

La qualité du crédit sur les prêts aux particuliers est demeurée excellente. En 2001, les provisions spécifiques dans ce portefeuille étaient de 140 millions de dollars, soit le même montant que celui de l'exercice précédent. Les provisions spécifiques pour pertes sur les prêts commerciaux se sont accrues pour atteindre le niveau plus normal de 106 millions de dollars, alors que le faible niveau de l'exercice précédent était de 28 millions de dollars.

Les provisions spécifiques dans le portefeuille des Opérations internationales ont augmenté de 65 millions de dollars pour se chiffrer à 250 millions de dollars. La majeure partie de cette augmentation provient des réserves de 50 millions de dollars constituées contre le risque de la Banque en Argentine, étant donné les conditions économiques difficiles qui sévissent dans ce pays. Le montant des provisions constituées pour les Antilles et l'Asie est demeuré stable.

Du côté de Scotia Capitaux, les provisions spécifiques se sont accrues de 342 millions de dollars par rapport à celles de l'exercice précédent, pour s'établir à 754 millions de dollars en 2001. Cet accroissement des provisions est entièrement imputable au portefeuille américain qui s'est ressenti de l'affaiblissement du marché du crédit pendant toute l'année. Les provisions spécifiques sont demeurées relativement stables au Canada et en Europe.

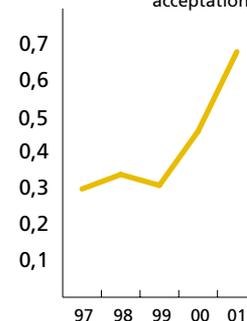
Provision générale

Au cours de l'exercice 2001, la provision générale pour pertes sur prêts s'est accrue de 175 millions de dollars pour s'établir à 1 475 millions de dollars, consécutivement à la dégradation des conditions économiques aux États-Unis. Ce montant représente 0,90 % des actifs à risques pondérés.

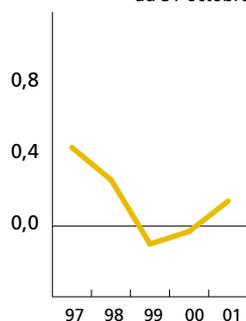
Perspectives

Compte tenu des perspectives économiques peu favorables pour la majeure partie de 2002, les provisions spécifiques pour pertes sur prêts devraient demeurer à peu de choses près au même niveau que celles du présent exercice. Toutefois, l'instabilité de la conjoncture économique en Argentine suscite de l'incertitude quant au montant connexe des pertes sur prêts dans ce pays.

Accroissement des pertes sur prêts
provisions spécifiques en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations



Faible hausse du coefficient des prêts douteux nets
en pourcentage des prêts et acceptations au 31 octobre



Provision générale appréciable
en millions de dollars au 31 octobre

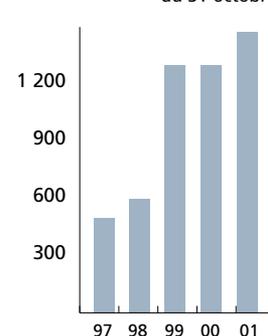


Tableau 7 Prêts douteux par secteur d'activité¹⁾²⁾

	2001			2000	1999	1998	1997
	Montant net	Provision pour créances irrécouvrables ¹⁾	Montant brut				
<i>Au 31 octobre (en millions de dollars)</i>							
Opérations canadiennes							
Clientèle privée	82 \$	(176)\$	258 \$	270 \$	332 \$	356 \$	436 \$
Clientèle commerciale	112	(220)	332	343	396	534	493
	194	(396)	590	613	728	890	929
Opérations internationales²⁾							
Amérique latine	284	(1 303)	1 587	432	248	239	12
Antilles	173	(110)	283	261	229	215	260
Asie	89	(213)	302	341	285	287	202
Europe	29	(34)	63	66	55	35	60
	575	(1 660)	2 235	1 100	817	776	534
Scotia Capitaux							
Canada	140	(63)	203	111	127	247	270
États-Unis et autres pays	825	(611)	1 436	941	733	403	460
	965	(674)	1 639	1 052	860	650	730
Montant brut des prêts douteux			4 464	2 765	2 405	2 316	2 193
Provision pour créances irrécouvrables							
– provisions spécifiques et pour risque-pays ¹⁾		(2 730)		(1 526)	(1 261)	(1 295)	(1 100)
– provision générale	(1 475)	(1 475)		(1 300)	(1 300)	(600)	(500)
	(1 475)	(4 205)		(2 826)	(2 561)	(1 895)	(1 600)
Total du montant net des prêts douteux	259 \$			(61)\$	(156)\$	421 \$	593 \$
Total du montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,14 %			(0,03)%	(0,10)%	0,26 %	0,44 %
Provision pour créances irrécouvrables en pourcentage du montant brut des prêts douteux		94 %		102 %	107 %	82 %	73 %

1) Comprend le montant brut des prêts douteux consentis à des pays désignés à marché naissant ainsi que la provision pour risques pays correspondante qui se chiffrait à 25 millions de dollars au 31 octobre 2001 (24 millions de dollars en 2000; 25 millions de dollars en 1999; 25 millions de dollars en 1998; 56 millions de dollars en 1997).

2) Les intérêts comptabilisés à titre de revenu sur prêts douteux ont totalisé 55 millions de dollars (62 millions de dollars en 2000; 28 millions de dollars en 1999; 29 millions de dollars en 1998; 27 millions de dollars en 1997). Ce montant a trait aux portefeuilles étrangers.

Tableau 8 Provisions pour pertes sur prêts

<i>Pour les exercices (en millions de dollars)</i>	2001	2000	1999	1998	1997
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts					
Provisions spécifiques nettes	1 373 \$	878 \$	623 \$	552 \$	430 \$
Recouvrements	(123)	(113)	(138)	(57)	(70)
Provisions spécifiques nettes pour pertes sur prêts	1 250	765	485	495	360
Autres provisions					
Provision générale	175	–	150 ¹⁾	100	175
Provision pour risque-pays	–	–	–	–	(500)
Provisions nettes pour pertes sur prêts	1 425 \$	765 \$	635 \$	595 \$	35 \$

1) Voir la note de bas de page 1) à la page 6.

Gestion du capital

Les coefficients de capital de la Banque n'ont pas cessé d'augmenter tout au long de l'exercice et, au 31 octobre 2001, ils étaient les plus forts parmi les principales banques canadiennes.

Le capital est l'une des ressources essentielles de la Banque Scotia. En maintenant un capital de base solide, la Banque s'assure d'entretenir la confiance de sa clientèle, de conserver une cote de solvabilité élevée et de pouvoir saisir les occasions de croissance à mesure qu'elles se présentent à elle. C'est tout en soupesant ces facteurs que la Banque veille également à continuer de procurer à ses actionnaires un excellent rendement.

S'il est vrai que l'on doit, dans la gestion du capital de base, tenir compte des changements prévus dans les éléments d'actif du bilan et à risques pondérés, dans la composition et de l'effet de levier du capital, dans les plans d'investissement et dans le rendement revenant aux actionnaires, il convient également de répondre aux exigences de divers autres intervenants tels que les organismes de réglementation, les agences d'évaluation du crédit, les déposants et les marchés de capitaux.

Les composantes du capital

Les normes en matière de suffisance du capital des banques canadiennes sont fixées par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Ces normes ont été établies conformément aux normes internationales de la Banque des règlements internationaux (BRI), aux termes desquelles le capital réglementaire de la banque est constitué de deux catégories :

- Le capital de catégorie 1, qui est considéré comme le plus permanent, se compose essentiellement de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et des actions privilégiées à dividende non cumulatif.
- Le capital de catégorie 2 se compose surtout de débiteures subordonnées ou d'actions privilégiées à dividende cumulatif et de la provision générale.

Il est vrai que les deux catégories de capital ci-dessus fournissent un soutien important aux opérations bancaires ainsi qu'une protection aux déposants. Toutefois le capital de catégorie 1 est le point de mire des marchés et des organismes de réglementation.

En 2001, notre capital réglementaire total s'est accru de plus de 2,3 milliards de dollars pour s'établir à 21,3 milliards de dollars. La croissance du capital de catégorie 1 a compté pour 82 % ou 1,9 milliard de dollars de cet accroissement. De cette somme, une tranche de 1,5 milliard de dollars provient de la hausse des bénéfices non répartis, ce qui s'explique par la forte progression du revenu net de la Banque. Au cours des cinq derniers exercices, une tranche de 5,7 milliards de dollars du capital a été générée à l'interne par suite des montants records enregistrés au chapitre du revenu net. Ce rendement au chapitre des capitaux autogénérés n'est surpassé par celui d'aucun autre régime bancaire canadien.

Le capital de catégorie 2 a augmenté légèrement, compte tenu de la hausse de la provision générale pouvant être incluse dans le capital de catégorie 2, qui est passée de 0,75 % des actifs à risques pondérés à 0,875 %, selon ce qui est permis par le

BSIF. De même, les déductions du capital au titre des protections de premier niveau contre les pertes relatives aux titrisations étaient bien plus basses en fin d'exercice.

Coefficients de capital

On a recours aux coefficients de capital pour surveiller le niveau de la suffisance de capital. On obtient ces ratios en divisant les composantes du capital réglementaire par les éléments d'actif à risques pondérés. Une gestion efficace du capital de la Banque exige une attention particulière des actifs à risques pondérés et du capital de base.

Le coefficient de capital de catégorie 1 de la Banque Scotia a connu une hausse notable pour s'établir à 9,3 % au 31 octobre 2001, soit une augmentation de 70 points de base par rapport au coefficient de l'exercice précédent. Le coefficient du capital total a augmenté de 80 points de base pour atteindre 13,0 %. Ces deux coefficients sont nettement supérieurs aux seuils que le BSIF a définis pour être ceux d'une banque «bien capitalisée», soit 10 % pour le capital total et 7 % pour le capital de catégorie 1. Ces deux coefficients sont également les plus élevés des principales banques canadiennes.

La hausse des coefficients du capital de la Banque Scotia découle à la fois du niveau plus élevé du capital et d'une gestion rigoureuse de la croissance des actifs à risques pondérés. Cette gestion s'est exercée tout au long de l'année grâce à des mesures telles que la vente d'actifs et les titrisations.

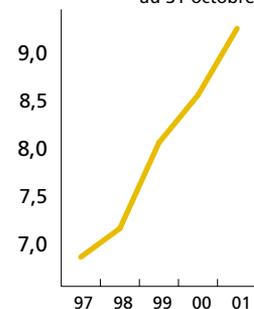
Modifications à venir à des règlements

Après la proposition qui avait été faite en 1999 pour l'établissement d'un nouveau cadre de suffisance du capital, le Comité de Bâle a publié un document de consultation plus complet en janvier 2001 et a invité les milieux bancaires internationaux ainsi que les organismes de réglementation nationaux à soumettre leurs observations. Les nouvelles propositions visaient à établir une meilleure corrélation entre le capital réglementaire et les besoins en capital économique fixés par les banques. Par le truchement de l'Association des banquiers canadiens, les banques canadiennes ont soumis une réponse au BSIF et au Comité de Bâle. Compte tenu du fait que les questions que se pose la communauté financière sont généralisées à l'échelle internationale, le Comité de Bâle prévoit apporter d'importantes révisions et publier un nouveau document de consultation au début de 2002, la date de la mise en vigueur étant fixée en 2005.

Perspectives

Nous nous attendons à maintenir les coefficients de capital à peu près aux mêmes niveaux élevés où ils se situent actuellement.

Raffermissent continu du capital de catégorie 1 en pourcentage au 31 octobre



Accroissement des actions ordinaires en milliards de dollars au 31 octobre

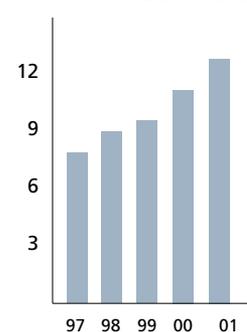


Tableau 9 Capital réglementaire					
Au 31 octobre (en millions de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
Capital de catégorie 1					
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	12 833 \$	11 200 \$	9 631 \$	9 039 \$	7 930 \$
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 775	1 775	1 775	1 775	1 468
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales ¹⁾	1 086	729	198	173	137
Moins : Écart d'acquisition	(400)	(297)	(138)	(148)	(123)
	15 294	13 407	11 466	10 839	9 412
Capital de catégorie 2					
Débiteures subordonnées (après l'amortissement)	4 933	4 990	5 114	5 139	4 616
Montant admissible de la provision générale ²⁾	1 442	1 171	1 067	600	500
	6 375	6 161	6 181	5 739	5 116
Moins : Participations dans des sociétés associées et autres éléments	(329)	(539)	(742)	(575)	(323)
Total du capital	21 340 \$	19 029 \$	16 905 \$	16 003 \$	14 205 \$
Total de l'actif rajusté en fonction du risque (en milliards de dollars)	164,8 \$	156,1 \$	142,3 \$	150,8 \$	136,4 \$
Coefficients du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1	9,3 %	8,6 %	8,1 %	7,2 %	6,9 %
Coefficient du capital total	13,0 %	12,2 %	11,9 %	10,6 %	10,4 %

1) Comprend les Titres fiduciaires de la Banque Scotia (TFB), un instrument innovateur du capital.

2) Selon les directives du BSIF, la provision générale était incluse dans le capital de catégorie 2 jusqu'à concurrence de 0,75 % de l'actif rajusté en fonction du risque. À compter d'octobre 2001, cette limite a été portée à 0,875 %.

Tableau 10 Capital généré					
Pour les exercices (en millions de dollars)	2001	2000	1999	1998	1997
Capital autogénéré					
Revenu net	2 169 \$	1 926 \$	1 551 ¹⁾ \$	1 394 \$	1 514 \$
Autres montants crédités (imputés) aux bénéfices non répartis	38	160	(475) ¹⁾	147	40
Liquidités provenant de l'exploitation	2 207	2 086	1 076	1 541	1 554
Dividendes	(729)	(604)	(537)	(490)	(454)
	1 478	1 482	539	1 051	1 100
Financement externe					
Dettes subordonnées	(57)	(124)	(25)	523	1 765
Actions privilégiées	–	–	–	307	(107)
Instruments innovateurs du capital de catégorie 1 ²⁾	–	500	–	–	250
Actions ordinaires	155	87	53	58	406
	98	463	28	888	2 314
Autres ³⁾	735	179	335	(141)	419
Total du capital généré	2 311	2 124	902	1 798	3 833
Total du capital au début de l'exercice	19 029	16 905	16 003	14 205	10 372
Total du capital à la fin de l'exercice	21 340 \$	19 029 \$	16 905 \$	16 003 \$	14 205 \$

1) Voir la note de bas de page 1 à la page 6.

2) Instruments innovateurs du capital de catégorie 1 émis par Fiducie de Capital Scotia (TFB Scotia) et la Société de placement hypothécaire Scotia.

3) Représente les provisions générales admissibles et les ajustements au capital réglementaire tels que l'inclusion de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, déduction faite de l'écart d'acquisition, des montants afférents aux titrisations et aux placements dans des sociétés associées.